Développement territorial périurbain, réseau d'acteurs et innovation sociale : le cas d'une coopérative internet dans la région de Montréal

*Periurban Territorial Development, Network of Actors and Social Innovation:
The Case of an Internet Cooperative in the Montreal Area*

Mélanie Doyon et Thierry Deroo

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2276>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.2276

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Mélanie Doyon et Thierry Deroo, « Développement territorial périurbain, réseau d'acteurs et innovation sociale : le cas d'une coopérative internet dans la région de Montréal », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 50 | 2014, mis en ligne le 01 septembre 2014, consulté le 24 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2276> ; DOI : 10.4000/interventionseconomiques.2276

Ce document a été généré automatiquement le 24 mai 2019.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Développement territorial périurbain, réseau d'acteurs et innovation sociale : le cas d'une coopérative internet dans la région de Montréal

*Periurban Territorial Development, Network of Actors and Social Innovation:
The Case of an Internet Cooperative in the Montreal Area*

Mélanie Doyon et Thierry Deroo

Introduction

- 1 La relation entre l'innovation sociale et le développement territorial suscite l'intérêt des chercheurs depuis un certain nombre d'années. La relation entre l'appropriation d'une innovation et sa localisation dans un territoire (Fontan, 2008), le rôle de l'innovation sociale dans le développement territorial (Hillier et coll., 2004; Klein, 2014), le rôle des rapports sociaux (Moulaert, 2009) et des acteurs intermédiaires (Tremblay et coll., 2012) sont des exemples de travaux menés sur le sujet au cours de la dernière décennie. Selon le CRISES (2011), l'innovation sociale est « une intervention initiée par des acteurs sociaux, pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier des relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer des nouvelles orientations culturelles ». Klein et coll. (2014) précisent que ce type de réponse se construit localement. Le Réseau québécois sur l'innovation sociale (RQIS, 2014) identifie quatre aspects permettant de distinguer l'innovation sociale d'un « simple » projet de développement soit 1) le désir de sortir des pratiques courantes, 2) la mobilisation d'une diversité de connaissances et de compétences, 3) la rétroaction c'est-à-dire « la collaboration avec des preneurs potentiels durant l'expérimentation d'une nouvelle pratique » et 4) l'appropriation. L'innovation

sociale doit être appréhendée comme « un processus de construction d'un nouvel usage où entre en scène la coopération, la négociation, les compromis et les rapports de force » (Bellemarre et Klein, 2011 : 38). Aussi, la littérature associée au jeu des acteurs dans le développement territorial, ainsi que les cadres théoriques et conceptuels qui s'y rapportent nous semblent offrir une avenue des plus pertinentes afin de mieux comprendre la mise en œuvre de tels projets.

- 2 Cet article vise à examiner le jeu des acteurs associés à deux initiatives successives de développement ayant eu lieu dans une municipalité située dans la région périurbaine de Montréal. L'objectif est de comprendre les changements s'étant produits dans les processus sociaux entre la dynamique actorielle associée à la mise en œuvre d'un service internet haute vitesse, puis à celle d'un projet de laboratoire rural. L'intérêt de cette recherche est double. D'une part, les études de cas portent en grande majorité sur des « succès » comportant très peu d'ombre au tableau, alors que la dynamique de développement est ici plus nuancée. Peu de recherche traite d'initiatives de développement territorial ayant connu des difficultés, voire l'échec, les acteurs étant généralement peu enclins à en discuter. D'autre part, son intérêt réside dans le fait que les initiatives ont eu lieu dans des contextes quasi identiques – le même groupe d'acteurs, la même municipalité, et qu'elles se sont succédé l'une à l'autre dans un temps relativement court –, mais ont tout de même été traversées par des processus sociaux différents, permettant de focaliser davantage sur l'interaction des acteurs et moins sur le contexte – bien que ces éléments soient complémentaires. Les études comparatives en développement territorial portent le plus souvent sur des projets de nature semblable ayant lieu sur des territoires différents.
- 3 Plus spécifiquement, nous étudierons comment l'adhésion – ou non – des acteurs à une initiative se traduit dans la mise en place du réseau d'acteurs, son déploiement à différentes échelles géographiques, la nature des relations entre les acteurs, et son évolution dans le temps. Une meilleure compréhension de ces éléments contribuera à expliquer la façon dont les acteurs parviennent – ou non – à mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'un projet et à son appropriation par les acteurs. L'article présente ainsi les premiers résultats d'une recherche essentiellement empirique portant sur une municipalité de la région de Montréal.
- 4 Dans un premier temps sont présentés les éléments clés du cadre conceptuel sur lesquels s'appuie la présente étude de cas, en mettant l'accent sur les acteurs, la conceptualisation de la dynamique des localités et les réseaux d'acteurs. En second lieu, la méthodologie employée est brièvement décrite. Ensuite, la zone d'étude ainsi que les différentes étapes de mise en œuvre des deux initiatives sont succinctement présentées. Cet exposé des faits permet de constater que la conjoncture favorable dans laquelle s'inscrit la dynamique actorielle associée au projet de coopérative n'a pu être maintenue dans les premiers temps de la mise en œuvre du laboratoire rural. Enfin, en nous appuyant sur des graphes représentant le réseau d'acteurs à différents moments, nous cherchons à déterminer certaines conditions expliquant la réussite puis les difficultés rencontrées. Des hypothèses sont ainsi formulées afin d'expliquer la rupture de la dynamique entre les deux projets. L'argumentaire développé s'appuie essentiellement sur les notions de mobilisation des ressources et notamment du capital social, d'appropriation des différentes initiatives par les acteurs, et de légitimité reconnue aux porteurs de projet.

Le cadre théorique : acteur, dynamique des localités et réseau d'acteurs

- 5 C'est à partir du début des années 1980 que la notion d'acteurs pénètre largement la géographie (Lussault, 2003). Empruntée aux travaux de sociologues comme Crozier et Friedberg (1977), Touraine (1984) ainsi que Callon (1986), Latour (1987) et Law (1992), notamment dans la théorie de l'acteur-réseau (Actor network theory (ANT)), la notion d'acteur transforme la géographie et donne un nouvel éclairage au développement territorial. L'acteur, qu'il soit individuel ou collectif, est celui qui agit et peut à la fois référer aux citoyens, aux entreprises, aux élus, aux administrations. Aujourd'hui, plusieurs travaux portant sur le développement territorial ont eu recours au cours des dernières décennies, à différentes approches basées sur les acteurs. Ces approches ont notamment permis de mettre en lumière des caractéristiques de l'organisation des acteurs participant aux succès et aux difficultés dans la mise en place de projets et ainsi de mieux comprendre les dynamiques territoriales. L'importance de l'acteur dans le développement territorial n'est donc plus à démontrer et on parle désormais du « paradigme actoriel » énoncé par Lussault (2003 : 40). Différentes théories et conceptualisations s'articulent autour de l'acteur. C'est notamment le cas de la dynamique des localités mobilisée dans le cadre de cette recherche.

La conceptualisation de la dynamique des localités

- 6 Le schéma conceptuel de la dynamique des localités développé au Laboratoire de développement durable et dynamique territoriale de l'Université de Montréal a été rapporté dans divers travaux (p. ex. Bryant, 1995; Bryant et coll., 2001; Frej et coll., 2003). Celui-ci présente certaines ressemblances avec la théorie de l'acteur-réseau. Cette dernière a fait l'objet de plusieurs publications, dont les travaux les plus connus sont ceux des sociologues français, Callon (1986) et Latour (1988). Des géographes comme Murdoch (1998, 2000), Murdoch et Marsden (1995) ont également emprunté cette approche pour l'analyse des transformations opérant dans les milieux ruraux. Des recherches portant sur les innovations sociales y faisaient récemment référence (p. ex. Lévesque, 2014; Suárez-Herrera, 2014).
- 7 Les principales ressemblances entre la théorie de l'acteur-réseau et la dynamique des localités concernent l'accent mis sur les acteurs comme lieu d'actions et de décisions ainsi que sur les réseaux d'acteurs (Bryant et coll., 2001). Celles-ci se distinguent toutefois au niveau de la représentation et de l'articulation qu'elles font des ressources. Dans le schéma conceptuel de la dynamique des localités, les ressources par exemple la législation, les programmes étatiques, les ressources financières ou l'information, font partie du contexte et peuvent être mobilisées, voire contrôlées par certains acteurs. En 2009, des modifications somme toute mineures ont été proposées, soit l'ajout d'une composante, « les stratégies », et l'inclusion des relations de nature diverse dans l'analyse des réseaux d'acteurs (Doyon, 2009).
- 8 Le schéma conceptuel modifié comprend huit composantes (voir figure 1). L'acteur (1) se situe au centre de la conceptualisation révisée de la dynamique des localités. Il prend différentes formes : il peut être individuel ou collectif, privé ou public. L'acteur défend ses

intérêts et cherche à atteindre des objectifs (2) personnels ou ceux qu'il s'est appropriés. Afin d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés, l'acteur peut ou non mettre en place une ou des stratégies (3). Les stratégies sont des ensembles d'actions (4) déployées par un ou des acteurs de manière structurée et proactive, afin de parvenir à un but précis qui se veut habituellement un sous-objectif, une étape ou un moyen d'atteindre un objectif plus général. La démarche stratégique s'oppose aux actions improvisées ou désorganisées. L'acteur fait partie de réseaux sociaux (5) incluant d'autres acteurs avec lesquels il entretient des relations de nature diverse, par exemple, coopératives, financières, conflictuelles, administratives ou informationnelles. Les relations entre les acteurs sont organisées (6) de manière formelle, c'est-à-dire que des règles conviennent du rôle et de la nature des relations, ou informelle.

Figure 1. Schématisation révisée de la dynamique des localités

Source : Doyon, 2009 adapté de Bryant et coll., 1982.

- 9 Les objectifs, les stratégies et les actions des acteurs s'inscrivent à l'intérieur de grandes orientations (7) de développement territorial (p. ex. agricole, résidentielle, récréative). Ces orientations peuvent être réelles c'est-à-dire qu'elles définissent le territoire, ou encore latentes dans la mesure où elles ne le caractérisent pas, mais pourraient éventuellement émerger. Finalement, tous ces éléments (1 à 7) ont lieu dans des contextes (8) par exemple politique, administratif, social, légal, économique, environnemental, géographique. Ceux-ci abondent en contraintes, en moyens et en procédures qui régulent le jeu des acteurs. Ils contiennent également plusieurs ressources et outils pouvant être mobilisés par les acteurs afin d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Les éléments contextuels, notamment les lois, règlements et procédures sont complexes et le fait de les connaître et de les maîtriser peut constituer pour un acteur un avantage important. Bien que l'ensemble des composantes de la conceptualisation contribue à une meilleure compréhension des dynamiques territoriales et que celles-ci se caractérisent par leur interdépendance, cet article focalise essentiellement sur les réseaux d'acteurs.

Le réseau d'acteurs

- 10 C'est la théorie de l'acteur-réseau qui a, à partir des années 1990, alimenté l'intérêt pour les réseaux en sciences sociales. L'approche par les réseaux d'acteurs a été mobilisée par différentes disciplines afin de comprendre la façon dont les acteurs, opérant dans des réseaux à la fois denses et géographiquement étendus, produisent et reproduisent ces réseaux (Jones III et coll., 2011). En géographie économique, Benko et Lipietz (1992) soutiennent que l'économie mondiale est configurée en réseaux, et non plus en territoires économiques nationaux comme autrefois et que dans ces conditions, la vitalité des communautés locales est largement déterminée par leur capacité de se connecter à ces réseaux. Du point de vue politique, les réseaux d'acteurs et les relations de pouvoir qui y sont associés sont aujourd'hui perçus comme d'importants mécanismes pour la formulation et la mise en œuvre de politiques puisque les approches traditionnelles (descendantes et hiérarchisées) sont considérées comme moins efficaces que les alliances, les partenariats et les autres types de collaborations (Rhodes, 1997). L'approche réseau a également été mobilisée afin de comprendre la construction des territoires ruraux. Murdoch (2006) constate l'émergence de milieux ruraux diversifiés suivant des trajectoires de développement variées qui découlent d'un enchevêtrement de réseaux ainsi que des processus de coordination et de compétition qui les animent. Enfin, Esparcia (2014) soutient que la présence d'un réseau d'acteurs caractérisé par un haut niveau d'engagement avec le territoire contribue de manière importante à la création d'un environnement innovant dans les milieux ruraux.
- 11 Toutefois, certains auteurs tels que Lazega (2007 : 21) notent que « la plupart du temps, les chercheurs se concentrent sur les relations “positives”, des échanges de soutien, des relations de coordination. Des liens conflictuels ou “difficiles” sont plus rarement inclus, faute de coopération de la part des personnes interrogées ». Or, comme le rappelle Bakis (1993 : 9-10), en sciences sociales, le terme réseau doit être entendu comme des « liens entre individus, et de situation collective faite de connexions et d'acteurs », sans référence à la nature de ces liens, expliquant ainsi leur inclusion dans la dynamique actorielle.
- 12 Les relations entre les acteurs sont marquées par des jeux de pouvoir au cours desquels l'acteur mobilise une variété de moyens et d'instruments pour exercer ce pouvoir sur un ou d'autres acteurs. Les réseaux sont ainsi des objets dynamiques : ils s'étendent et se contractent bien sûr, mais la nature des relations entre les acteurs peut également évoluer. Les réseaux d'acteurs sont à l'origine des grands processus sociaux de solidarité, de coopération, de conflit, de contrainte, de contrôle et de régulation qui influencent la trajectoire de développement d'un territoire. Les liens collaboratifs permettent aux acteurs de mobiliser des ressources (p. ex. monétaires, informationnelle, humaines) contribuant à l'atteinte d'un objectif. Au contraire, l'absence de relation et les relations conflictuelles entre des acteurs peuvent priver un acteur de certaines ressources, voire lui soustraire certaines ressources dont il dispose.
- 13 Plus récemment, les travaux portant sur les réseaux d'acteurs se sont intéressés à la dimension multiscale (p. ex. Kim, 2006; Feagan, 2007; Cadoret, 2006; 2007). Selon Jones III et coll. (2011), la verticalité de l'organisation réticulaire introduit un élément de causalité en indiquant comment les luttes de pouvoir entre les acteurs, organisés dans

une hiérarchie, permettent d'influencer de manière significative les comportements des acteurs.

La méthodologie

- 14 L'approche empruntée dans le cadre de cet article est celle de l'étude de cas. Deux sources principales d'information ont été utilisées. D'une part, une revue des journaux a été effectuée. Deux hebdomadaires régionaux ont été parcourus d'août 2007 à avril 2013. 34 articles ont été recensés. En plus de la presse locale, des articles provenant de la presse nationale (La Presse) et de magazines d'affaires municipales (Scribe, Quorum) ont été consultés. Cette revue a permis d'obtenir des renseignements quant aux changements dans la dynamique actorielle. Des sources diverses ont également été consultées comme des sites web (p. ex. la coopérative de solidarité [CS], MAMROT, municipalité) ainsi que différentes données statistiques (Statistiques Canada) afin de mieux comprendre le contexte dans lequel s'inscrit le développement territorial.
- 15 D'autre part, des entretiens semi-dirigés d'une durée d'une à deux heures ont été réalisés avec trois des quatre membres fondateurs de la coopérative de solidarité, le directeur général ainsi qu'avec la coordonnatrice du Laboratoire rural. Ces entretiens ont permis de préciser les informations recueillies à travers d'autres sources et de mettre en lumière certains grands processus sociaux de solidarité, de coopération, mais aussi d'opposition, de désengagement et de régulation influençant la réalisation des projets. Les informations recueillies ont permis dans un premier temps de reconstruire la chronologie des événements. Ensuite, cette chronologie a été découpée selon quatre grandes phases. Pour chacune d'elles, un graphe du réseau d'acteurs a été produit afin de mettre en lumière les relations existant (ou non) entre les acteurs, l'échelle d'intervention des acteurs impliqués et la nature des relations qu'ils entretiennent. La schématisation par les graphes est inspirée des travaux de Cadoret (2006; 2007).

L'étude de cas

- 16 La municipalité à l'étude est située dans la grande région de Montréal. Comme bon nombre de municipalités périurbaines, celle-ci connaît une demande résidentielle importante et enregistre une augmentation régulière de sa population. En 2001, la municipalité ne comptait pas tout à fait 600 habitants (Statistique Canada, 2001) alors qu'en 2014, près de 1000 personnes y résident (MAMROT, 2014a). Son attractivité s'explique en partie par la présence d'un secteur boisé à flanc de colline particulièrement estimé où l'usage résidentiel est autorisé, alors que la plus grande part de la municipalité est occupée par une plaine agricole, où le lotissement à des fins résidentielles est interdit par la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.

La coopérative de solidarité

- 17 Au début des années 2000, comme plusieurs municipalités rurales du Québec, le service internet haute vitesse n'est pas offert sur le territoire de la municipalité. Cela constitue un facteur limitant pour des entreprises locales et l'attraction de nouveaux résidents. En 2005, la municipalité profite du programme du gouvernement du Québec, Villages

branchés, pour faire installer la fibre optique dans les bureaux de la municipalité. Le fournisseur internet ayant procédé à l'installation envisage de brancher le village à internet haute vitesse grâce à une technologie sans fil. Cependant, le projet de branchement annoncé à la population lors d'une réunion publique présente trois inconvénients majeurs. D'abord, seuls les résidents de la plaine, soit 10 % de la population, pourraient être desservis; aux résidents de la colline, le service ne serait pas offert. En effet, la technologie utilisée par le fournisseur ne permet pas de desservir les secteurs boisés. Ensuite, la tarification annoncée est prohibitive. Enfin, l'installation de la tour d'émission serait aux frais de la municipalité (Groupe de travail sur les collectivités rurales branchées, 2009). Il va donc sans dire que ces conditions ne conviennent ni à la population ni à l'administration municipale. À la suite de cette rencontre d'information, un informaticien spécialisé en recherche et développement de technologies et de logiciels résidant dans la municipalité propose de fonder une coopérative et de mettre eux-mêmes sur pied un service internet haute vitesse pour l'ensemble des résidents.

- 18 En avril 2006, voit le jour la coopérative de solidarité dont l'objectif est d'offrir un service internet haute vitesse sans fil à l'ensemble des résidents à un tarif comparable à celui pratiqué dans les zones urbaines. Le projet nécessite toutefois l'acquisition d'équipement et donc, des investissements substantiels. Dans une première phase, la coopérative a besoin de 100 000 \$ pour mettre en place les infrastructures. À cette époque toutefois, le projet se veut novateur et les impacts de l'absence d'un service internet sur le dynamisme rural sont encore mal connus. Les institutions financières et les organismes publics ne soutiennent donc pas le projet. Sans argent, le projet est dans une impasse. Le milieu local se mobilise donc pour réunir les sommes nécessaires : l'informaticien porteur du projet dépose personnellement 40 000 \$ en garantie bancaire; trois citoyens prêtent 5000 \$ chacun; et, la municipalité met 40 000 \$ à la disposition de la coopérative. Ceci permet l'achat des deux premières tours d'émission. Une entreprise et la municipalité autorisent la coopérative à utiliser (gratuitement) leur terrain pour l'installation d'une tour dans le village et la seconde sur la colline (*idem.*). La municipalité prête également des locaux pour le fonctionnement de la coopérative et l'entreposage du matériel. De nombreux bénévoles se mobilisent pour les travaux.
- 19 À la suite de l'appui financier et matériel des milieux locaux puis l'amorce de la première phase du projet, la coopérative se voit plus facilement accorder des subventions nécessaires à l'expansion de son projet. À la fin de 2006, elle obtient des subventions d'institutions régionales, soit une première du Fonds d'économie sociale¹ de la MRC (15 000 \$) et une autre du Centre local de développement (CLD) dans le cadre du Pacte rural (15 000 \$). Puis, à l'hiver 2007, la coopérative obtient d'importants appuis provinciaux : Investissement Québec² accorde à la coopérative une garantie de prêt (100 000 \$) alors que le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)³ lui octroie un financement (30 000 \$) (*idem.*).
- 20 Aussi, le branchement des premières résidences de la municipalité se fait à partir de septembre 2007. Dès la fin 2007, une municipalité adjacente fait appel à la coopérative pour offrir le service sur son territoire. En 2008, la coopérative obtient 5000 \$ du député (Fortier, 2008). Elle obtient également une subvention du Centre local d'emploi pour l'embauche d'un technicien qui devient le premier travailleur rémunéré de la coopérative (ADMQ, 2008). En avril 2009, le conseil des maires mandate, dans le cadre du programme Communautés rurales branchées, trois entreprises dont la coopérative de solidarité, de

brancher les secteurs ruraux non desservis de la MRC (Meloche-Hulobowski, 2009). Le nombre d'abonnements dépasse les prévisions de la coopérative.

- 21 La coopérative obtient rapidement une reconnaissance, notamment à l'extérieur de la municipalité. Elle est choisie comme l'un des quatre exemples du dépliant de promotion du branchement en milieu rural du MAMROT. Par ailleurs, le président de la Fédération québécoise des municipalités cite en exemple la coopérative lors du congrès annuel de 2008 et souligne l'importance de projets semblables (Généreux, 2008).

Le laboratoire rural

- 22 Dès la première année de la mesure des laboratoires ruraux, « des expériences approfondies de développement dans des champs d'activité peu étudiés et représentant des voies d'avenir pour les collectivités rurales » (MAMROT, 2014), la coopérative de solidarité soumet son projet de redynamisation du noyau villageois. Les deux premières versions du projet ne convainquent toutefois pas le ministère. Celui-ci reconnaît un intérêt au projet de redynamisation, mais souligne l'absence d'une dimension réellement novatrice, dans l'esprit des laboratoires ruraux (entretiens). En 2009, la troisième version du projet est acceptée. Son objectif est « d'expérimenter un nouveau modèle de gouvernance participative organisée en coopérative de solidarité qui agira à titre de société de développement social et communautaire pour réaliser plusieurs projets en partenariat avec les différentes instances gouvernementales et organismes locaux » (CS, 2009). Une subvention de 240 000 \$ est ainsi accordée à la coopérative pour la mise en œuvre du laboratoire rural. Bien que le projet semble faire initialement consensus auprès des principaux acteurs, rapidement, on assiste à des désolidarisations et un changement dans la dynamique de développement territorial. Une certaine confusion s'installe concernant le rôle de la coopérative dans les affaires municipales. Le conseil municipal prend alors ses distances, plusieurs bénévoles se désengagent. Le coordonnateur du projet quitte ses fonctions et les activités du laboratoire perdent de la vitesse.

Le réseau d'acteurs et son évolution

- 23 La partie qui suit cherche à mieux comprendre la dynamique actorielle dans la mise en place du projet de coopérative de solidarité puis de laboratoire rural. Pour ce faire, l'ensemble du processus de développement a été divisé en quatre grandes phases : 1) la création de la coopérative, 2) le décollage de la coopérative, 3) la consolidation de la coopérative, et 4) la mise en place du laboratoire rural (voir figure 2). Pour chacune de ces phases, un graphe identifiant les principaux acteurs engagés à chacune des étapes, les liens existant entre les acteurs ainsi que la nature de ces liens, a été produit. Les graphes permettent de visualiser l'évolution du jeu des acteurs qui caractérise les différentes étapes de ces deux projets.
- 24 Le réseau d'acteurs caractérisant la phase 1 de création de la coopérative (voir figure 2) révèle un certain nombre d'éléments cruciaux pour la suite des événements. D'abord, l'importance de la collaboration entre les quatre membres fondateurs de la coopérative permet la mobilisation du capital social nécessaire à l'émergence de l'initiative, plus particulièrement de connaissances informatiques spécifiques contribuant à la mise en place d'une technologie nouvelle dans le village et assez peu utilisée de manière générale. Un second élément central de ce réseau d'acteurs est le refus des institutions financières

de consentir un prêt pour ce projet. Au milieu des années 2000, la technologie mise en œuvre n'est pas connue, les coopératives de solidarité sont beaucoup moins courantes qu'aujourd'hui, et les conséquences de l'absence d'une offre de service internet haute vitesse pour les milieux ruraux sont possiblement sous-estimées. Ainsi, si la dimension novatrice du projet permet de déployer une solution adaptée à la réalité du territoire – la desserte sans fil d'un secteur boisé –, elle suscite également une certaine méfiance des institutions financières.

Figure 2. L'évolution du réseau d'acteurs

- 25 L'absence de soutien du secteur institutionnel est toutefois compensée par un engagement important des acteurs locaux et ainsi, une mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en place de la première phase du projet. De plus, d'autres ressources comme le droit d'usage de terrains pour l'installation d'antennes et de locaux pour les activités de fonctionnement s'avèrent cruciales pour la création de la coopérative. La première phase du projet est ainsi avant tout marquée par la reconnaissance de l'intérêt de la solution proposée par les acteurs à l'échelle municipale et de leur engagement, notamment par la mobilisation de ressources.
- 26 Cette mise en réseau des acteurs à l'échelle locale et la mobilisation des ressources qui s'en est suivi a eu une incidence importante sur la phase 2 du projet (voir figure 2). D'abord, on observe un élargissement et une diversification des acteurs locaux engagés dans le projet, notamment par l'implication de nombreux bénévoles. Ensuite, cette mobilisation agit comme une « bougie d'allumage » pour l'obtention d'autres financements de la part d'acteurs intervenant à d'autres échelles géographiques. En effet, la MRC et le CLD dans un premier temps, puis des acteurs intervenant à l'échelle provinciale sont venus en appui à la coopérative. Aussi, la capacité des acteurs locaux à se connecter à d'autres acteurs intervenant à des échelles supérieures leur a permis de mobiliser les ressources nécessaires, principalement financières, pour que la coopérative entre réellement dans une phase de « décollage ».

- 27 Dans une phase 3 dite de consolidation (voir figure 2), la coopérative élargit son réseau de soutien local en allant chercher de nouveaux membres, notamment dans les municipalités voisines. Bien que la nature du lien entre la coopérative et un membre s'apparente davantage à une relation d'affaires qu'à un soutien « philanthropique » comme pour le bénévolat, toutes deux contribuent au mieux-être et au développement de l'entreprise. En plus de conforter ses appuis locaux, la coopérative reçoit le soutien d'autres acteurs régionaux comme le centre local d'emploi et le député, mais également la reconnaissance d'acteurs intervenant à l'échelle provinciale, soit le MAMROT et la Fédération québécoise des municipalités, qui la citent en exemple.
- 28 Ainsi, le réseau d'acteurs s'étant développé dans le cadre du projet de coopérative internet inclut une diversité d'acteurs, intervenant dans différents secteurs et à différentes échelles géographiques. Celui-ci est presque exclusivement marqué par des relations de soutien et se déploie horizontalement d'abord, puis verticalement ensuite, avec l'avancement du projet. Ce déploiement à l'échelle municipale apparaît comme une étape nécessaire pour une mise en réseau vertical, mais aussi, plus généralement, pour la réussite du projet. Cette dynamique actorielle « gagnante » ne se propage toutefois pas à la seconde initiative, celle du laboratoire rural.
- 29 À la lumière du graphe de la phase 4 (voir figure 2), un certain nombre de constats peuvent être faits. D'abord, le MAMROT reconnaît l'intérêt de l'initiative portée par la coopérative et le supporte financièrement, mais localement, le soutien s'effrite. On observe en effet une dégradation des relations entre la coopérative et certains résidents qui n'appuient pas le laboratoire rural. Face à ces contestations, le conseil municipal cesse également de soutenir le laboratoire rural. À la suite de ces difficultés, on note un désengagement de certains porteurs du projet et le départ de membres fondateurs de la coopérative. Cela aura assez peu d'incidence sur le service internet, mais le projet associé au laboratoire rural entre dans une certaine phase d'hibernation. Enfin, dans la présente étude de cas, la verticalité du réseau d'acteurs ne permet pas d'agir sur les acteurs, tel que le suggère Jones III et coll. (2011), mais plutôt de mobiliser des ressources qui ne sont pas à la disposition des acteurs locaux.

Éléments contribuant à expliquer le renversement de la dynamique actorielle

- 30 À la lumière de l'analyse du réseau d'acteurs, un certain nombre d'éléments émanant de travaux sur l'innovation sociale peuvent contribuer à expliquer le renversement de la dynamique actorielle. D'abord, le projet de laboratoire rural, notamment l'expérimentation du mode de gouvernance, ne résulte pas d'un besoin, ni même d'une aspiration largement ressentie par la population locale comme ce fut le cas pour l'absence d'offre de service internet haute vitesse. Il s'agit plutôt d'une occasion saisie suite à la mise en place d'un programme étatique, les laboratoires ruraux, qui proposait un financement afin d'expérimenter des activités peu étudiées. Même l'objectif de redynamisation du centre du village ne fait pas consensus comme en témoigne cette lettre ouverte d'un citoyen publiée dans la presse hebdomadaire après la divulgation du projet. « Tout ce que nous voulions en démenageant ici, c'était créer des similitudes avec la ferme d'autrefois. Nous voulions acquérir des animaux pour la viande, la laine, les œufs, etc. (...) Nous ne voyons pas le cœur du village comme une faiblesse, mais plutôt

comme une richesse. Il nous permet de réaliser ce qu'était le village rural d'autrefois : quelques maisons autour d'une église » (Citoyen de la municipalité, 2009). Ainsi, le projet découle de la volonté de quelques acteurs seulement.

- 31 Ensuite, les acteurs à qui s'adresse le laboratoire rural, c'est-à-dire la population de la municipalité, ne participent pas à l'élaboration du projet. Il leur est plutôt présenté une fois définie et les fonds octroyés, un procédé très différent de celui ayant entouré la création de la coopérative. Dans cette perspective, la population locale doit se contenter de recevoir et d'utiliser la nouveauté créée pour eux, ce que le RQIS (2014) identifie comme une absence de rétroaction. De plus, une partie de la population conteste à la coopérative la légitimité d'intervenir, voire d'assurer le leadership du développement territorial de la municipalité, une compétence appartenant au conseil municipal.
- 32 Enfin, tant chez certains membres fondateurs de la coopérative qu'au sein de la population, l'expérimentation d'un nouveau mode de gouvernance dans la redynamisation de la municipalité suscite peu, voire pas du tout une appropriation de la part des acteurs locaux, contrairement au service internet haute vitesse. La difficulté de communiquer le projet une fois défini, ses objectifs et notamment les modalités associées au dispositif de gouvernance ont grandement nui à l'appropriation du projet de laboratoire rural par les acteurs locaux. Comme le rappelle de RQIS (2014), « la notion d'appropriation signifie que la nouveauté créée suscite un intérêt, une volonté d'utilisation de la part des preneurs (soit par son intégration dans leurs pratiques courantes ou pour le cas des bénéficiaires, par son utilisation directe) ». Or, tant dans son objectif que dans ses modalités, le projet suscite des réticences. Ainsi, de manière générale, il apparaît que le manque d'ancrage territorial du laboratoire rural, tant au chapitre de la définition du besoin, de la conception du projet, de la mobilisation des ressources peut expliquer la mise en place de dynamiques actuelles antagoniques entre ces projets.

Conclusion

- 33 La présente étude de cas s'inscrit dans une tendance lourde de désengagement des acteurs traditionnels dans l'offre de services publics et privés en milieu rural. L'absence de certains services peut avoir une incidence importante sur la qualité de vie de ces milieux et, par conséquent, sur leur attractivité. Aussi, on observe depuis quelques années la mise en place par certaines collectivités rurales de structures alternatives, souvent coopératives, permettant d'offrir des services qui font défaut et dans lesquels les acteurs traditionnels ne souhaitent pas investir. C'est le cas de la coopérative de solidarité de service internet haute vitesse mise sur pied dans une municipalité de la grande région de Montréal. Si l'initiative a suscité l'adhésion des acteurs locaux, puis d'autres intervenants à des échelles géographiques supérieures, ce n'est pas le cas de la seconde initiative dans la communauté, l'expérimentation d'un mode de gouvernance dans la redynamisation du noyau villageois, financée par le programme de laboratoire rural, qui a connu certaines difficultés. Ainsi, c'est avant tout la façon dont les acteurs locaux perçoivent et se saisissent – ou non ! – des enjeux locaux qui apparaît centrale dans la mise en place d'initiative de développement.
- 34 L'objectif de cet article était de présenter les premiers résultats d'une recherche visant à comparer le jeu des acteurs associé à deux initiatives de développement territorial s'étant

successivement déroulé dans une même municipalité. L'article cherchait ainsi à identifier les éléments ayant participé au succès de la mise en place d'une coopérative internet, et à ceux ayant contribué aux difficultés par le laboratoire rural. À la lumière de l'analyse des réseaux d'acteurs, la mise en place d'un réseau de soutien, tant à l'échelle locale qu'aux autres échelles, s'avère essentielle au succès de la coopérative en permettant de mobiliser des ressources comme des connaissances, du temps, des ressources financières et des droits d'usage.

- 35 Par ailleurs, les relations de soutien ne jouent pas toutes le même rôle dans la réussite du projet. D'une part, l'appropriation du projet par la population locale apparaît essentielle puisque celle-ci joue à la fois le rôle de porteur de projet – de créateur –, de bailleurs de fonds et autres ressources, puis d'utilisateurs, tous essentiels à la mise sur pied et au fonctionnement de l'initiative de coopérative internet. Pour différentes raisons, la population locale ne joue pas ces divers rôles dans le cadre du projet de laboratoire rural. Elle est surtout reléguée dans un rôle d'utilisatrice, un rôle qu'une part importante de la population ne souhaite pas jouer.
- 36 Enfin, il faut spécifier qu'avec le temps, certains mouvements de personnel, une grande dose de persévérance et beaucoup d'informations, certaines dynamiques conflictuelles se sont apaisées. Mais surtout, ces différents événements ont amené les porteurs du projet à interroger les difficultés rencontrées et les moyens possibles de relance du laboratoire de façon à favoriser son acceptabilité sociale et à ce qu'on admette à la coopérative une certaine légitimité. Des compromis ont été formulés et le mode de gouvernance a été testé auprès des membres de la coopérative plutôt qu'à l'échelle de la municipalité conférant une légitimité au projet. Le laboratoire rural aura finalement connu un certain succès malgré des débuts difficiles. En effet, au cours de la dernière année du projet, certains éléments laissant croire un nouveau renversement de la dynamique actorielle ont pu être observés, ouvrant ainsi la porte à une nouvelle phase d'analyse.

BIBLIOGRAPHIE

Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) (2008). Le manuel du parfait fournisseur Internet haute vitesse, *Scribe*, automne 2008, pp. 16-17.

Bakis, Henri (1993). *Les réseaux et leurs enjeux sociaux*, Que sais-je ?, Presses universitaires de France, Paris, 106 pages.

Bellemarre, Guy et Juan-Luis Klein (2011). *Innovation sociale et territoire : convergences théoriques et pratiques*, Presse de l'Université du Québec, 212 pages.

Benko, George et Alain Lipietz (sous la direction de) (1992). *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, Presses universitaires de France, Paris, 424 pages.

Bryant, Christopher (1995). The role of local actors in transforming the urban fringe, *Journal of Rural Studies*, vol. 11, n° 3, pp. 255-267.

- Bryant, Christopher, Lorne H. Russwurm et Alexander G. McLellan (1982). *The city's countryside*, Longman, Toronto, 249 pages.
- Bryant, Christopher, Louis Allie, Serge Des Roches, Karine Buffat et Denis Granjon (2001). Linking community to the external environment : the role and effectiveness of local actors and their networks in shaping sustainable community development, dans John T. Pierce, S.D. Prager et R.A. Smith (dirs.), *Reshaping of Rural Ecologies, Economies and Communities*, Burnaby, British-Columbia : Simon Fraser University, Department of Geography, pp. 57-67.
- Cadoret, Anne (2006). *Conflits d'usage liés à la l'environnement et réseaux sociaux : Enjeux d'une gestion intégrée ? - Le cas du littoral du Languedoc-Roussillon*, Thèse de doctorat, Université de Montpellier, 585 pages.
- Cadoret, Anne (2007). Structuration et restructuration des acteurs autour d'un projet de territoire : le cas du parc naturel régional de la narbonnaise, Congrès de l'Association des sciences régionales de langue française (ASRDLF), Clermont-Ferrand, 11-13 juillet, 16 pages.
- Callon, Michel (1986). Some Elements of a Sociology of Translation : Domestication of the Scallops and the Fishermen of St. Brieuc Bay, dans John Law (sous la direction de), *Power, Action, and Belief: A New Sociology of Knowledge ?*, London : Routledge et Kegan Paul, pp. 196-233.
- Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) (2011). *Qu'est-ce que le CRISES ?*, www.crisis.uqam.ca (consulté le 9 avril 2013).
- Citoyen de la municipalité (2009). Tribune libre, *L'Étoile*, 29 septembre.
- Coopérative de solidarité (CS) (2013). *Site web* (consulté le 15 avril 2013).
- Coopérative de solidarité (CS) (2009). *Fiche de présentation de projet*, 8 pages.
- Crozier, Michel et Erhard Friedberg (1977). *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*, Seuil, Paris, 436 pages.
- Doyon, Mélanie (2009). La dynamique actorielle dans la construction des espaces périurbains : les cas de Montpellier (France) et de Montréal (Québec), Thèse de doctorat, Université de Montréal, 266 pages.
- Entretiens (2012). Porteurs de projet de la coopérative de solidarité, automne 2012.
- Entretien (2013). Coordonnatrice du laboratoire rural, automne 2013.
- Esparcia, Javier (2014). Innovation and network in rural areas. An analysis from European innovative projects, *Journal of rural studies*, vol. 34, pp. 1-14.
- Feagan, Robert (2007). The place of food : mapping out the « local » in local food systems, *Progress in Human Geography*, vol. 31, n° 1, pp. 23-42.
- Fontan, Jean-Marc (2008). Développement territorial et innovation sociale : l'apport polanyien, *Revue Interventions économiques*, vol. 38, <http://interventionseconomiques.revues.org/369>
- Fortier, Stéphane (2008). Un coup de pouce pour la CSUR, *L'Étoile*, 18 juin 2008.
- Frej, Soumaya, Mélanie Doyon, Denis Granjon et Christopher Bryant (2003). La construction sociale des localités par des acteurs locaux : conceptualisation et bases théoriques des outils de développement socio-économique, *Revue Interventions économiques*, vol. 30, <http://interventionseconomiques.revues.org/966>
- Généreux, Bernard (2008). *Allocution d'ouverture du président*, 67es assises annuelles de la Fédération québécoise des municipalités, 25 septembre 2008, 3 pages.

Groupe de travail sur les collectivités rurales branchées (2009). *Brancher les citoyens, les organismes et les entreprises du Québec rural à Internet haute vitesse. Guide pratique d'accompagnement*, 139 pages.

Hillier, Jean, Frank Moulaert et Jacques Nussbaumer (2004). Trois essais sur le rôle de l'innovation sociale dans le développement spatial, *Géographie, économie, société*, vol. 6, n° 2, pp. 129-152.

Investissement Québec (2013). *Profil de la société*. <http://www.investquebec.com/fr/index.aspx?page=1537> (consulté le 9 avril 2013).

Jones III, John Paul, Sallie A. Marston et Keith Woodward (2011). Scales and Networks, part II, chapter 28, dans John A. Agnew et James S. Duncan (sous la direction de), *The Wiley-Blackwell Companion to Human Geography*, pp. 404-414.

Kim, Sook-Jin (2006). Networks, scale, and transnational corporations : the case of the South Korean seed industry, *Economic Geography*, vol. 82, n° 3, pp. 317-338.

Klein, Juan-Luis (2014). Innovation sociale et développement territorial, dans Juan-Luis Klein, Jean-Louis Laville et Frank Moulaert (sous la direction de), *L'innovation sociale*, Éditions érès, pp. 115-139.

Klein, Juan-Luis, Jean-Louis Laville et Frank Moulaert (2014). *L'innovation sociale : repères introductifs*, dans Juan-Luis Klein, Jean-Louis Laville et Frank Moulaert (sous la direction de), *L'innovation sociale*, Éditions érès, pp. 7-32.

Latour, Bruno (1987). *Science in Action : How to Follow Scientists and Engineers through Society*, Cambridge, MA : Harvard University Press, 274 pages.

Latour, Bruno (1988). Mixing humans and non-humans together ; the sociology of a door-closer, *Social problems*, vol. 35, pp. 298-310.

Law, John (1992). Notes on the Theory of Actor-Network : Ordering, Strategy and Heterogeneity, *Systems Practice*, vol. 5, pp. 379-393.

Lazega, Emmanuel (2007). *Réseaux sociaux et structures relationnelles*, Que sais-je ?, 2e édition, Presses universitaires de France, Paris, 127 pages.

Lussault, Michel (2003). Acteur, dans Jacques Lévy et Michel Lussault (sous la direction de), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, pp. 39-42.

Lévesque, Benoît (2014). Les innovations sociales peuvent contribuer à de grandes transformations, mais cela ne va pas de soi, Colloque du CRISES, *La transformation sociale par l'innovation sociale*, Montréal, 3-4 avril.

Meloche-Hulobowski, Mélanie (2009). Brancher la région grâce à la CSUR, *Première Édition*, 6 avril 2009.

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) (2014). *Laboratoires ruraux*, <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/developpement-regional-et-rural/ruralite/laboratoires-ruraux/mesure/>

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) (2014a). *Répertoire des municipalités*. <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/municipalite/71125/> (consulté le 2 avril 2014).

Moulaert, Frank (2009). Le développement territorial intégré : le rôle des rapports sociaux, *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 32, n° 1, pp. 43-58.

Murdoch, Jonathan (1998). The spaces of actor-network theory, *Geoforum*, vol. 29, pp. 357-374.

Murdoch, Jonathan (2000). Networks - a new paradigm of rural development?, *Journal of Rural Studies*, vol. 16, pp. 407-419.

Murdoch, Jonathan (2006). Networking rurality : emergent complexity in the countryside, dans Paul Cloke, Terry Marsden et Philip Mooney (sous la direction de), *Handbook of rural studies*, SAGE, pp. 171-184.

Murdoch, Jonathan et Terry Marsden (1995). The specialization of politics : local and national actor- spaces in environmental conflict, *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 20, pp. 368-380.

Réseau québécois en innovation sociale (Le) (RQIS) (2014). *Définition et processus de l'innovation sociale*, <http://ptc.quebec.ca/rqis/node/115> (consulté le 13 avril 2014).

Rhodes, R. A. W. (1997). *Understanding governance : Policy networks, governance, reflexivity and accountability*, Buckingham : Open University Press, 252 pages.

Statistique Canada (2001). *Profil des communautés*.

Suárez-Herrera, José Carlos (2014). Les réseaux transnationaux de traduction des savoirs : des nouveaux sentiers pour une pratique innovante de la recherche en santé mondiale... ?, Colloque du CRISES, *La transformation sociale par l'innovation sociale*, Montréal, 3-4 avril.

Touraine, Alain (1984). *Le retour de l'acteur. Essai de sociologie*, Fayard, Paris, 350 pages.

Tremblay, Diane-Gabrielle, Juan-Luis Klein, Tarek Ben Hassen et Angelo Dossou-Yovo (2012). Les acteurs intermédiaires dans le développement de l'innovation : une comparaison intersectorielle dans la région de Montréal, *Revue d'économie régionale et urbaine*, vol. 2012-3, pp. 431-454.

NOTES

1. Le Fonds d'économie sociale du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation avait pour but de subventionner des projets d'entrepreneuriat collectif.
2. « Investissement Québec est une société d'État qui a pour mission de contribuer au développement économique du Québec conformément à la politique économique du gouvernement du Québec. Elle vise à stimuler la croissance de l'investissement et à soutenir l'emploi dans toutes les régions du Québec » (Investissement Québec, 2013).
3. Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), créé en 1997, est un organisme à but non lucratif (OBNL). Sa création fait suite au Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996 et à un engagement du milieu des affaires. Le RISQ s'est donné pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale.

RÉSUMÉS

Cet article présente les résultats préliminaires d'une recherche empirique concernant la création d'une coopérative de service internet haute vitesse dans une municipalité périurbaine de Montréal. Il porte également sur un projet de redynamisation associé au programme de laboratoire rural. Bien que ces deux projets procèdent l'un de l'autre et participant à un même

processus de développement territorial, ceux-ci sont marqués par des dynamiques actuelles antagoniques. L'objectif de la recherche est de mettre en lumière ces jeux d'acteurs. D'abord, elle cherche à identifier les structures organisationnelles des réseaux d'acteurs ayant eu une influence sur la mise en place de ces initiatives. Ensuite, elle discute de la contribution de certains aspects l'innovation sociale afin d'émettre certaines hypothèses concernant les difficultés rencontrées dans le second projet. L'analyse montre que de manière générale le manque d'ancrage territorial du laboratoire rural a joué en défaveur du projet.

This paper presents preliminary results of an empirical research project dealing with the creation of a cooperative that provides high-speed Internet services in a periurban municipality of Montréal. It also concerns a redynamization project, which is part of the "laboratoire rural" program. Even if these two projects proceed one another and they both contribute to the territorial development process, they are characterized by the antagonistic dynamic of their actors. The objective of the research is to highlight the dynamic of actor and to identify the organizational structures of actors' networks that had an influence on the implementation of these initiatives. The article also discusses the contribution of different aspects of social innovation to certain assumptions regarding the difficulties encountered in the "laboratoire rural" project. The analysis shows that in general the lack of territorial bond of the "laboratoire rural" worked against the project.

INDEX

Keywords : actor, actors network, dynamic of locality framework, resources, territorial development

Mots-clés : acteurs, développement territorial, dynamique des localités, réseau d'acteurs, ressources

AUTEURS

MÉLANIE DOYON

Professeure, Département de géographie, Université du Québec à Montréal
doyon.melanie@uqam.ca

THIERRY DEROO

Diplômé M. Sc., Département de géographie, Université du Québec à Montréal
deroo.thierry@courrier.uqam.ca